

*Forum social mondial de Porto Alegre, 31 janvier - 5 février 2002 :
400 parlementaires, 150 maires de villes moyennes ou grandes,
6 ministres français et plusieurs candidats aux présidentielles,
52 000 participants inscrits, des dizaines d'ateliers, d'exposés et de conférences.*

CONSIDÉRATIONS INTEMPESTIVES

(extraits – Paris le 20 février 2002)

De retour de ces rencontres, je livre ici des informations glanées sur place et quelques éléments d'analyse sur le Forum social-démocrate de Porto Alegre.

L'heure de la reconnaissance

La structuration du FSM était déjà un clair exemple de collaboration de classe. Dans la commission d'organisation, on trouve aux cotés de la CUT et du MST (respectivement Centrale Unique des Travailleurs et Mouvement des travailleurs paysans Sans Terre), l'association brésilienne des chefs d'entreprises pour la citoyenneté et l'association brésilienne des ONG. Des patrons « progressistes », des ONG qui prolifèrent grâce à l'absence de politiques publiques, aux financements des programmes de l'ONU et de la Banque mondiale et au développement des emplois précaires et même le volontariat, c'est sans doute cela la mobilisation de la « société civile » pour « un autre monde possible ». (...) Quant aux ONG, cela fait maintenant des années qu'elles constituent un élément clé, pas seulement d'accompagnement, dans le dispositif du processus de la globalisation capitaliste : financés par les Etats, les Nations unies, la propre Banque mondiale, elles développent des politiques caritatives et assistancielles qui visent à désamorcer toute velléité de mobilisation populaire et de politique indépendante tout en devenant elles-mêmes de formidables multinationales appliquant des stratégies de développement propres à défendre et accroître leurs intérêts particuliers dans le marché en expansion de l'aide humanitaire ou au développement.

Parmi ces ONG, citons Enda du Sénégal, une des organisatrices du Forum africain préparatoire de Porto Alegre : elle défend le travail des enfants et déclare qu'il faut se limiter à défendre leurs droits en tant qu'enfants-travailleurs ! Une ONG qui par ailleurs participe activement à la privatisation de l'eau au Sénégal en construisant des puits et des citernes mais en faisant payer les factures aux usagers !

(...) Attac-France est avec le PT du Brésil le grand ordonnateur du FSM. Ceux qui croyaient que ce mouvement allait développer une politique indépendante de la gauche française se sont trompés. Une fois de plus, un mouvement large et fourre-tout se crée et se développe dans un flou intentionnel dominé par une critique avant tout morale du capitalisme et surtout de ses manifestations, de ses excès, de ses « dérives » : on critique la « dictature des marchés » et non celle du mode d'accumulation et de consommation, on parle de combattre la pauvreté et non ce qui la provoque, on parle de s'attaquer aux paradis fiscaux et aux mouvements incontrôlés du capital financier et non au capital lui-même et aux mécanismes de sa production et de sa reproduction, on parle d'exclusion pour mieux maintenir ceux et celles que l'on désigne ainsi dans la marge. (...)

Un Forum peu social et inoffensif.

Les dizaines de conférences organisées dans l'université ont le plus souvent pour thème des problématiques de gestion et d'administration des instances locales, régionales, nationales et internationales du pouvoir politique : l'eau, la santé, l'urbanisme, le développement durable, etc... Autant d'aspects qui ne sont surtout pas abordés dans une perspective de mobilisation sociale, de lutte collective, d'organisation à la base mais dans une optique de gestion à l'intérieur d'un système jugé indépassable. Les mouvements sociaux (à part le MST qui dans cette opération sert surtout de caution) ne sont pas représentés parce qu'ils ne sont pas invités, parce qu'il n'y a aucun espace prévu pour des rencontres directes de mouvement à mouvement, parce qu'aussi ils n'ont pas les moyens de se déplacer jusqu'à Porto Alegre. Pas de piqueteros d'Argentine, ni de paysans boliviens, ni même des sans-toit du Brésil. (...)

Ne pas déplaire du côté de Washington

Dans cette volonté de se poser en interlocuteur des instances internationales de la régulation capitaliste et en premier lieu des États-Unis, tout ce qui pouvait ne pas plaire a été gommé. Ainsi, les représentants du parti communiste et du gouvernement cubain n'ont pas été invités, ni les porte-parole d'organisations « terroristes » comme les Farc (Colombie). Les zapatistes n'ont pas non plus fait le déplacement : invités mais en douce ils auraient décidé de s'abstenir. Même les Mères de la place de mai d'Argentine n'ont pu venir à Porto Alegre que par la petite porte d'une invitation discrète du Mouvement des Sans Terre. (...)

L'alternative au FSM : construire dans les luttes une perspective d'émancipation sociale

On ne peut donc ici que dresser un constat de carence. (...) Porto Alegre est très exactement le contre-exemple de ce qu'il faut faire. Une internationale de la résistance sociale, si elle devait voir le jour, ne pourra faire l'économie d'une analyse sérieuse et précise des mécanismes de l'exploitation et de la domination, des contenus des revendications et de ses aspirations et d'un projet d'émancipation qui s'oppose à toutes les tentatives de collaboration, d'institutionnalisation et de d'intégration.

Face au renforcement des structures étatiques et à la centralisation toujours plus grande des pouvoirs politiques et économiques, l'autonomie sociale et territoriale doit devenir non seulement une revendication, une pratique quotidienne mais aussi une

orientation stratégique. Dans bon nombre de pays d'Amérique latine, des organisations populaires de base, des mouvements de lutte développent leur activité en dehors (et contre) les préoccupations électorales des partis. L'autonomie se développe et s'enracine en tant qu'expérience de résistance collective et l'alternative proposée est celle du pouvoir populaire, dans les quartiers, dans l'espace territorial et selon des formes assembléistes et communautaires. (...)

La deuxième édition du Forum Social-démocrate Mondial s'est donc éloignée un peu plus des dynamiques qui avaient marqué les mobilisations de Seattle, Prague, Gènes. D'ailleurs, de ces protestations il en a été à peine question sauf sous la forme d'un souvenir lointain, certes fondateur mais appartenant désormais au passé... En passant de la contestation « anti-libérale » aux propositions politiques, une page a été tournée.

Après Porto Alegre, c'est la question même de l'existence du mouvement « anti-mondialisation » qui est posée : l'unité dans la différence qui constituait la base minimale permettant la convergence des différentes options n'est plus de mise car on ne converge pas avec ses ennemis. Aujourd'hui, ce sont les options politiques elles-mêmes qui sont en jeu. Et cette bataille politique ne se mènera pas en courant de manif en rassemblements et en enfermant le débat sur des enjeux à court terme, accessoires, extrêmement partiels et conjoncturels : manières de manifester, violence/non-violence.

Si un autre monde est possible, il est évident que le chemin qui y mène ne passe pas par des opérations du type FSM. L'heure est venue de construire autre chose et de jeter les bases d'une méthodologie et un projet qui soient à la hauteur de l'enjeu.

Dans un premier temps, ce processus pourrait commencer par une meilleure connaissance des expériences de lutte menées à la base, par des rencontres croisées entre les différents mouvements de la résistance sociale et la mise en place de liens de solidarité : que savons-nous ici en France des expériences du syndicalisme de base en Italie, du mouvement des okupas dans l'État espagnol, de la lutte des piqueteros d'Argentine, des organisations populaires brésiliennes dans lesquelles interviennent les libertaires, des mouvements de lutte des paysans et des communautés indigènes de Bolivie, de l'insurrection kabyle ? Presque rien. La réponse donne une première indication de ce qui devrait être entrepris car c'est bien de la richesse de ces milliers d'expériences, des échanges directs de mouvements à mouvements, de la circulation des informations et enquêtes utiles que pourront naître les premiers éléments d'une alternative sociale et politique.

La question de l'autonomie des mouvements, de leurs schémas d'organisation depuis la base et de manière horizontale, de la définition de programmes de lutte indépendants des partis et de l'État, de leur capacité de se construire sur leurs propres forces, la définition de leur projet social, de leur stratégie (institutionnelle ou non) font aujourd'hui clivage avec les tenants de la sociale-démocratie pour qui ces mouvements ne sont que des marchepieds dans la mise en œuvre de stratégies interclassistes visant la conquête du pouvoir et la gestion du système d'exploitation.

Intégration capitaliste ou rupture révolutionnaire, il n'y a pas de place pour les compromis. Il faut choisir son camp.

par Jeff